



**DIEULEFIT SANTE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 211 chemin de Chamonix - 26220 DIEULEFIT

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023



**RSM Rhône-Alpes**

2 bis, rue Tête d'Or

69006 LYON

T : +33 (0) 4 72 69 19 19

[www.rsmfrance.fr](http://www.rsmfrance.fr)

## **DIEULEFIT SANTE**

Association régie par la loi 1901

Siège social : 211 chemin de Chamonix – 26220 DIEULEFIT

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association DIEULEFIT SANTE,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DIEULEFIT SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 10 juin 2024

Le commissaire aux comptes

**RSM Rhône-Alpes**

Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gaël DHALLUIN', is written over a horizontal line.

**Gaël DHALLUIN**

Associé

	<b>ACTIF</b>	<b>EXERCICE n</b>			<b>EXERCICE n-1</b>
		<b>BRUT</b>	<b>AMORTISSEMENT ET PROVISIONS A DEDUIRE</b>	<b>NET</b>	<b>NET</b>
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
A	Logiciels	393 049	360 444	32 605	19 974
C	Immobilisations incorporelles en cours				
T					
I					
F	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	701 366	186 109	515 257	522 818
I	Constructions	15 247 934	9 667 432	5 580 503	6 039 788
M	Installations techniques, matériel et outill.	2 091 450	1 738 804	352 646	357 595
M	Autres	993 289	767 442	225 847	214 054
O	Avances et acomptes versés sur cde d'immobilisations corporelles				
B	Immobilisations corporelles en cours				
I					
L					
I	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)</b>				
S	Créances Article 58 - 01/01/85	400 352		400 352	400 352
E	Autres titres immobilisés	14 426		14 426	14 320
	Prêts				
	Dépôts et cautionnements	13 954		13 954	14 404
	Autres	1 080 000		1 080 000	1 260 000
	<b>TOTAL I</b>	<b>20 935 822</b>	<b>12 720 231</b>	<b>8 215 590</b>	<b>8 843 304</b>
(1)	Dont à moins d'un an				
A	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
C					
T	Matières premières et fournitures				
I	Autres approvisionnements	163 967	1 051	162 916	161 080
F					
C	<b>CREANCES</b>				
I	Avances et acomptes versés s/cde.				
R	Usagers Organismes Payeurs	338 969	78 818	260 151	189 017
C	Autres Créances	1 410 245		1 410 245	1 124 598
U					
L	<b>TRESORERIE</b>				
A	Valeurs mobilières de placement	3 560 779		3 560 779	3 494 036
N	Disponibilités- Cpte à terme	4 038 861		4 038 861	4 474 260
T					
	Charges constatées d'avance	37 478		37 478	42 023
	<b>TOTAL II</b>	<b>9 550 300</b>	<b>79 869</b>	<b>9 470 431</b>	<b>9 485 014</b>
	Différence d'Indexation (III)				
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>30 486 121</b>	<b>12 800 100</b>	<b>17 686 021</b>	<b>18 328 319</b>

PASSIF		EXERCICE n	EXERCICE n-1
F O N D S  P R O P R E S	<b>FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE</b>	1 894 225	1 894 225
	Subventions d'investissement		
	<b>RESERVES</b>		
	Excédents affectés à l'investissement	2 627 198	2 627 198
	Réserve affectée à l'investissement	142 502	142 502
	Réserve affectée à l'Article 58	400 352	400 352
	Réserve de trésorerie	27 655	27 655
	<b>REPORT A NOUVEAU</b>	2 895 966	2 813 698
	<b>EXCEDENT / DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	-279 253	81 549
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES :</b>		
	Provision pour réserve de trésorerie		
	Différences sur réalisations d'éléments d'actif		
	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	529 330	501 073
	<b>TOTAL I</b>	<b>8 237 974</b>	<b>8 488 251</b>
	Provisions pour charges	621 075	646 334
	Fonds dédiés	37 000	
	<b>TOTAL II</b>	<b>658 075</b>	<b>646 334</b>
D E T T E S  (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (2)	6 833 910	7 235 573
	Intérêts courus non échus	19 656	20 712
	Emprunts et dettes financières divers		
	<b>REDEVABLES CREDITEURS</b>		
	Avances reçues des clients		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	357 466	295 860
	Dettes fiscales et sociales	1 536 394	1 451 331
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10 951	69 815
	Autres dettes	16 067	105 914
	Produits constatés d'avances	15 529	14 529
	<b>TOTAL III</b>	<b>8 789 972</b>	<b>9 193 733</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>17 686 021</b>	<b>18 328 319</b>

(1) dont dettes à plus d'un an

(1) dont dettes à moins d'un an

(2) dont concours bancaires

## COMpte DE RESULTAT 2023

	Exercice N	Exercice N-1
<b>Produits d'exploitation (1)</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	11 150 211	10 569 967
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Cotisations		
Subventions d'exploitation		2 250
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	124 423	90 649
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	239 597	256 226
<b>TOTAL I</b>	<b>11 514 231</b>	<b>10 919 093</b>
<b>Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières) (2)</b>		
Achats de marchandises ( c )		
Variation de stock (d)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements ( c )	924 724	810 187
Variation de stock (d)	-2 464	-17 004
Autres achats et charges externes (dont cotisations)	1 261 167	1 094 346
Impôts, taxes et versements assimilés	922 372	737 804
Salaires et traitements	5 468 186	5 099 988
Charges sociales	2 229 289	2 025 105
Autres charges de Personnel	164 364	147 530
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (e)	664 632	772 665
Fonds dédiés	37 000	
Sur actif circulant : dotations aux provisions	79 869	42 283
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges (dont cotisations)	7 080	5 682
<b>TOTAL II</b>	<b>11 756 218</b>	<b>10 718 588</b>
<b>1. RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)</b>	<b>-241 987</b>	<b>200 505</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun :		
Excédent ou déficit transféré III		
Déficit ou excédent transféré IV		
Produits financiers :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	66 871	10 906
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>66 871</b>	<b>10 906</b>

**COMPTE DE RESULTAT (suite)**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>Charges Financières</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	194 401	206 485
Autres charges financières		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>194 401</b>	<b>206 485</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-127 530</b>	<b>-195 579</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV))</b>	<b>-369 517</b>	<b>4 926</b>
<b>Produits exceptionnels :</b>		
Sur opérations de gestion	99 237	80 977
Sur opérations en capital	55 894	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>155 131</b>	<b>80 977</b>
<b>Charges exceptionnelles :</b>		
Sur opérations de gestion		2 020
Sur opérations en capital	49 429	
Dotations aux amortissements et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>49 429</b>	<b>2 020</b>
<b>4. RESULTATS EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>105 702</b>	<b>78 957</b>
Impôts sur les sociétés (VII)	15 438	2 334
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>11 736 233</b>	<b>11 010 976</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)</b>	<b>12 015 486</b>	<b>10 929 427</b>
<b>Résultat Net (Excédent ou déficit)</b>	<b>-279 253</b>	<b>81 549</b>
y compris :		
redevances de crédit bail mobilier		
redevances de crédit bail immobilier		
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>		
Produits		
Charges		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(a) A inscrire, le cas échéant, sur des lignes distinctes (b) Stock final moins stock initial : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-) (c) Y compris droits de douane (d) Stock initial moins stock final : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-) (e) Y compris éventuellement dotations aux amortissements des charges à répartir.		



## **1. Faits caractéristiques de l'exercice - évènements post-clôture**

### **1.1. Faits caractéristiques de l'exercice**

Le Centre de réadaptation DIEULEFIT SANTE met en œuvre ses autorisations SSR HC et HTP Adulte pour les affections cardiovasculaires, respiratoires, du système neurologique et de l'appareil locomoteur.

Les faits marquants de l'année 2023 sont :

- Dieulefit Santé a réalisé un total de 1627 séjours, dont 1208 en hospitalisation complète et 419 en hospitalisation de jour. Au total, 35373 journées d'hospitalisation ont été réalisées (+3% par rapport à 2022).
- Fort absentéisme au sein de l'établissement combiné à des difficultés de recrutement. L'association a dû s'adapter et mettre en place des mesures transitoires.
- L'année 2023 fût également marquée par les effets de l'inflation économique ; notamment sur les postes alimentaire et électricité.

Dieulefit Santé solde sa 15<sup>ème</sup> année de fonctionnement par un déficit 279K€, soit 2,38% de l'ensemble des recettes.

La visite de certification HAS en octobre 2023 a donné lieu à l'obtention du label Certification – qualité des soins confirmés.

### **1.2. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice**

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration réuni le 10 juin 2024, l'association reste en attente de l'approbation de l'ARS concernant l'EPRD 2024 et le PGFP 2024-2028.

Les états financiers de DIEULEFIT SANTE ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Il est précisé que ces évènements n'ont aucune incidence sur la situation financière et le patrimoine de l'association au 31 décembre 2023.

## **2. Principes - règles et méthodes comptables.**

### **2.1. Principes**

Les présents comptes ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC N°2014-03 applicable à l'exercice et arrêtés le 10 juin 2024 par le Conseil d'administration. En plus du règlement ANC 2014-03, les comptes ont été arrêtés en respectant les adaptations sectorielles spécifiques conformément au référentiel ANC N°2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

DIEULEFIT SANTE applique le règlement ANC 2018-06 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

DIEULEFIT SANTE est un établissement de santé privé à but non lucratif intégré au service public. Il est ainsi qualifié d'établissement de santé privé d'intérêt collectif (ESPIC) depuis la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) du 21 juillet 2009. Les ESPIC sont soumis à des règles spécifiques en matière budgétaire et comptable reprises notamment dans le code de la santé publique (CSP) et le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif notamment à l'organisation financière des établissements de santé.

### **2.2. Méthodes**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### **2.2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles**

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Celui-ci intègre le prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition (droit d'enregistrement, frais de notaire par exemple).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- |                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels                          | 2 à 5 ans   |
| • Construction                       | 10 à 30 ans |
| • Agencements de constructions       | 5 à 10 ans  |
| • Matériel médical                   | 3 à 5 ans   |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans   |
| • Mobilier                           | 10 ans      |
| • Matériel de transport              | 5 ans       |

#### **Application des règlements sur le traitement des actifs :**

Cette réglementation est relative aux actifs et au suivi des immobilisations. Elle concerne leur évaluation, leur amortissement et leur comptabilisation.

Lorsque des immobilisations peuvent comprendre des éléments ayant des durées d'utilisation différentes de l'immobilisation dans son ensemble, et, dans la mesure où ces éléments sont significatifs, il y a lieu de les comptabiliser séparément. Chacun des composants est amorti sur sa durée probable d'utilisation.

Ainsi le prix de revient des bâtiments du site de Chamonix a été ventilé en plusieurs composants amortis sur des durées de 10 à 30 ans. Les honoraires, frais d'hypothèques et de caution ont été répartis entre les différents composants au prorata de leur montant.

Les valeurs résiduelles probables en fin de période d'amortissement n'étant pas jugées significatives, les immobilisations sont amorties sur la base de leur coût d'acquisition.

### **2.2.2. Stocks**

Ils correspondent à des fournitures consommables non utilisées à la clôture de l'exercice.

Ils comprennent des produits pharmaceutiques, fournitures de bureau, produits d'entretien et combustibles.

Par mesure de simplicité ils sont évalués au dernier prix d'achat. Compte tenu de leur rotation rapide, cela n'a pas d'incidence significative sur le résultat.

### **2.2.3. Créances**

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

### **2.2.4. Valeurs mobilières de placements**

Cette rubrique enregistre de la trésorerie placée sur des comptes rémunérés ouverts auprès des banques de l'association.

### **2.2.5. Changement de méthode de présentation et d'évaluation**

Aucun changement de méthode de présentation et d'évaluation significatif n'est intervenu au cours de l'année.

### **2.2.6. Comparabilité des comptes avec ceux de l'exercice précédent**

Aucun élément particulier n'est intervenu dans l'exercice empêchant la comparabilité avec l'exercice précédent.

### **2.2.7. Comptes annuels, compte administratif**

Les comptes annuels (comptes sociaux) de l'Association qui sont présentés ici ont été établis à partir des principes et règles comptables rappelés ci-dessus, paragraphe 2.1.

Comme les exercices précédents, les comptes administratifs établis par l'Association à la demande des organismes de tutelle reprennent exactement les éléments inscrits dans les comptes annuels.

Ainsi les résultats des comptes annuels et du compte administratif sont les mêmes.

### **3. Compléments d'information sur les comptes de bilan actif**

#### **3.1 Variation de l'actif immobilisé**

Pour rappel, le prix de revient des bâtiments de Chamonix d'un montant initial de 14.193.373 € intègre le coût des bâtiments acquis le 2 décembre 1999 pour 243.918 € ainsi que les frais de prise d'hypothèques et de caution d'un montant de 267.000 € supportés pour garantir les emprunts souscrits pour le financement des investissements. Il prend en compte également les honoraires d'architecte, de suivi et de contrôles liés à ces travaux, y compris les honoraires relatifs au premier projet modifié début 2004 soit 744.961 €. En effet, l'ARH avait demandé que ces coûts soient intégrés dans le prix de revient global des constructions.

Cet organisme acceptait ainsi la prise en compte des amortissements correspondant dans les budgets de fonctionnement qui seront établis dès la mise en service du nouveau site.

Le tableau des variations figure à la fin de l'annexe.

#### **3.2 Amortissements**

Le tableau de l'état des amortissements figure à la fin de l'annexe.

#### **3.3 Caisse Pivot : Créances article 58 - 01/01/85**

Il s'agit de la Créance née lors de la mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 1985 du mode de financement sous forme de dotation globale.

Elle doit correspondre aux produits des journées non encaissées au 31 décembre 1984.

Cette créance d'un montant de 400.352 € figure en Immobilisations financières dans la mesure où il ne s'agit pas d'une créance liquide. En effet, elle ne serait reversée qu'en cas de cessation d'activité des établissements concernés. La CPAM de la Drôme a confirmé son montant au 31 décembre 2023.

#### **3.4 Produits à recevoir**

Les montants des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan sont les suivants :

• <u>Actif circulant</u>	
Créances liées aux salariés :	49.239 €
Remboursement assurance dégât des eaux :	46.090 €
Autres créances diverses :	1.093 €
<b>Total</b>	<b><u>96.422 €</u></b>

#### **3.5 Différences sur éléments fongibles de l'actif circulant**

Elles concernent les fonds détenus par AEP (Assurance Epargne Pension) et destinés à couvrir des indemnités de départ à la retraite (contrat « indemnités de fin de carrière » souscrit le 26 juin 2008). Ils sont inscrits en « Autres créances ».

Valeur du contrat au 31 décembre 2023 :	688.102 €
Valeur des souscriptions inscrites au bilan :	<u>531.719 €</u>
	<b>+ 156.383 €</b>

Cette différence correspond à une plus-value latente.

Ces fonds permettront de financer les indemnités de départ à la retraite des salariés.

### **3.6. Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance inscrites au bilan pour 37.478 € concernent les charges d'exploitation.

## **4 Compléments d'information sur les comptes de bilan passif**

### **4.1 Variation des fonds propres**

• Fonds propres au 31 décembre 2023 :	8.237.974 €
• Fonds propres au 31 décembre 2022 :	<u>8.488.251 €</u>
<b><u>Variation :</u></b>	<b>- 250.277 €</b>

Cette variation correspond :

> au déficit de l'exercice :	- 279.253 €
> à la quote-part de subventions :	- 54.694 €
> au versement de subventions d'investissements :	83.670 €

Le déficit de l'exercice est le même que celui des comptes administratifs qui ont été adressés aux tutelles. Il est proposé de l'affecter au compte de report à nouveau.

Le résultat de l'exercice précédent excédentaire de 81.549 € et validé par l'ARS, avait également été affecté en report à nouveau.

### **4.2 Subventions d'investissements**

Le tableau de l'état des subventions figure à la fin de l'annexe.

Le montant des subventions d'investissement, est inscrit dans les capitaux propres. Il est repris au compte de résultat selon les modalités qui suivent :

- La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

### **4.3 Fonds dédiés**

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Le tableau des provisions contient les variations de l'exercice et figure à la fin de l'annexe.

### **4.4 Charges à payer**

Les montants des charges à payer inclus dans les postes du bilan sont les suivants :

• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (ICNE) :	19.656 €
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	62.177 €
• Dettes fiscales et sociales :	<u>822.025 €</u>
<b>Montant</b>	<b>903.858 €</b>

#### **4.5 Produits constatés d'avance**

Les montants des produits constatés d'avance inclus dans les postes du bilan sont les suivants :

• Etudes scientifiques pneumologie :	14.528 €
• Réunions médicales :	<u>1.000 €</u>
<b>Montant</b>	<b>15.528 €</b>

### **5 Compléments d'information sur les comptes de bilan actif et passif**

#### **5.1 Echéances des créances et des dettes**

L'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice figure à la fin de l'annexe.

#### **5.2 Provisions**

Le tableau des provisions figure à la fin de l'annexe.

Il appelle le commentaire suivant :

- Provision pour Indemnités de Fin de Carrière : elle représente 621.075 € après une reprise partielle de 25.259 €.

### **6 Compléments d'informations sur le compte de résultat**

#### **6.1 Transferts de charges**

Ils s'élèvent à 56.881 €, ils correspondent à :

- des charges de personnel : 10.791 €
- un remboursement assurance : 46.090 €

#### **6.2 Charges sociales**

L'établissement bénéficie de réduction de charges sociales en raison de son implantation dans une zone de revitalisation rurale.

Ces exonérations représentant la somme de 88.199 € en 2023 contre 93.221 € en 2022.

#### **6.3 Autres charges de personnel**

Les autres charges de personnel s'élèvent à 164.364 € correspondent à :

- Indemnités des stagiaires : 1.266 €
- Stages de formation professionnelle : 51.652 €
- Charges diverses : 111.446 €

Il est à noter qu'en 2023 ainsi qu'en 2022, il n'a pas été enregistré de versement sur le fonds « indemnités fin de carrière ».

#### **6.4 Charges financières**

L'établissement a comptabilisé au cours de l'exercice la somme de 194.351 € de charges financières correspondantes aux remboursements d'intérêts des prêts en cours.

#### **6.5 Produits et charges exceptionnels**

"Dieulefit Santé"	PRODUITS	CHARGES
Quote-part de subventions	54.694 €	
Cessions d'éléments d'actifs / VNCE	1.200 €	49.425 €
Produits exercices antérieurs dette Rejaubert	95.423 €	
Régularisations diverses	3.814 €	5 €
<b>Total</b>	<b>155.131 €</b>	<b>49.430 €</b>

#### **6.6 Reprise de résultat**

Les résultats dégagés sont acquis à l'association. L'ARS ne procède plus à la reprise de déficit ou d'excédent.

#### **6.7 Ventilation des Produits d'Activités**

- Dotation Annuelle de Financement	8.590.680 €
- Dotation Modulée à l'Activité	959.777 €
- Produits d'Activités Hospitalières	708.084 €
- Autres Produits	<u>891.670 €</u>
	11.150.211 €

Nous rappelons la mise en place le 1<sup>er</sup> mars 2017 de la Dotation Modulée à l'Activité (DMA).

Elle représente 10% de notre financement. Son montant est déterminé à partir de la valorisation l'ensemble de notre activité, quantitativement et qualitativement. Des acomptes sont versés chaque mois et une régularisation annuelle intervient à l'issu de la communication des données complètes de l'exercice.

Les autres produits correspondent aux recettes en atténuation de prestations hôtelières réalisées auprès des patients.

## 7 Autres Informations

### 7.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

- Hypothèque de 1<sup>er</sup> rang à hauteur de 2.550.000 € sur la propriété de Chamonix à Dieulefit consentie au profit de la Caisse d'Epargne en garantie d'un emprunt de 3.837.584 € renégocié le 25 mars 2017.

Le capital restant dû au 31 décembre 2023 s'élève à **2.801.874 €**.

Les intérêts restant dus au 31 décembre 2023 s'élèvent à **499.739 €**.

- Hypothèque de 2<sup>ème</sup> rang sur la propriété de Chamonix à Dieulefit consentie au profit de DEXIA en garantie d'un emprunt de 4.795.922 € renégocié le 25 octobre 2016 et cédé au Crédit Coopératif le 1<sup>er</sup> novembre 2021.

Le capital restant dû au 31 décembre 2023 s'élève à **3.731.661 €**.

Les intérêts restant dus au 31 décembre 2023 s'élèvent à **866.156 €**.

### 7.2 Engagements donnés

- Engagement pris en matière de départ à la retraite.

La convention collective des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance privés à but non lucratif à laquelle est rattaché "Dieulefit Santé" prévoit suite à l'application de la recommandation patronale du 04 septembre 2012 les dispositions qui suivent.

L'allocation de départ à la retraite est égale, en ce qui concerne les salariés comptant :

- de 10 à 14 ans de services effectifs : à un mois de salaire mensuel brut
- de 15 à 19 ans de services effectifs : à deux mois de salaire mensuel brut
- de 20 à 24 ans de services effectifs : à trois mois de salaire mensuel brut
- de 25 à 29 ans de services effectifs : à quatre mois de salaire mensuel brut
- de 30 ans et plus de services effectifs : à cinq mois de salaire mensuel brut

Au 31 décembre 2023, il est inscrit en provision des indemnités de départ à la retraite et charges correspondantes pour un montant total de **621.075 €**.

Il est rappelé que l'association a souscrit le 26 juin 2008 un contrat "Indemnités fin de Carrière" lui permettant d'externaliser les fonds qu'elle souhaite affecter au financement des départs.

Les sommes versées à ce titre auprès de AEP Cardif Assurance Vie sont inscrites en « autres créances » pour un montant de 531.719 €. La valeur acquise par ces fonds s'élève au 31 décembre 2023 à 688.102 €.

L'évaluation des engagements selon la méthode des unités de crédit projetées fait apparaître un montant de 621.075 € charges incluses au 31 décembre 2023. Les hypothèses retenues dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

- Table utilisée : INSEE 2022
- Revalorisation des salaires : 1%
- Turnover : moyen
- Age moyen de départ à la retraite : 64 ans et sur départ volontaire
- Taux d'actualisation : 3,45 %

La dette comptabilisée est identique.

Le montant des indemnités calculées selon les modalités indiquées ci-dessus, acquises à la clôture de l'exercice par les personnes susceptibles de partir en retraite au cours des 5 prochaines années, s'élève, charges fiscales et sociales incluses, à 188.076 €.



### **7.3 Engagements reçus**

- Emprunt de **3.837.584 €** renégocié le 25 mars 2017 auprès de la Caisse d'Epargne.  
Cauton de CEGC GARANTIES à hauteur de 60 %  
Le capital restant dû au 31 décembre 2023 s'élève à 2.801.874 €.
- Emprunt de **4.795.922 €** renégocié le 25 octobre 2016 auprès de Dexia cédé au Crédit Coopératif le 1<sup>er</sup> novembre 2021.  
Cauton de CEGC GARANTIES à hauteur de 60 %  
Le capital restant dû au 31 décembre 2023 s'élève à 3.731.661 €.
- Emprunt de **1.000.000 €** souscrit le 11 février 2008 auprès du Crédit Coopératif.  
Garantie de SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF à hauteur de 50 %  
Le capital restant dû au 31 décembre 2023 s'élève à 300.375 €.
- Dans le cadre du « plan hôpital 2007 », l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes s'est engagé à ajouter à la dotation annuelle de financement de 2006 la somme de 80 730 € et à maintenir cet accompagnement financier pour couvrir les surcoûts liés à la création du site de Chamonix sur chacune des 20 années à compter de cette date.

### **7.4 Crédit Bail**

Le tableau des engagements correspondants figure à la fin de l'annexe.

### **7.5 Engagements financiers**

Intérêts restant à courir sur emprunts évalués sur la base des taux en vigueur fin 2023 :

Emprunt Caisse d'Epargne souscrits en 2017 suite à renégociation	499.739 €
Emprunt DEXIA souscrit en 2016 suite à renégociation et cédé en 2021 au Crédit Coopératif	866.156 €
Emprunt Crédit Coopératif souscrit en 2008	34.191 €

### **7.6 Effectifs**

L'effectif moyen CDI employé pendant l'exercice est de 112,22 salariés ETP dont 22,42 ETP cadres comprenant 8,89 médecins et pharmaciens.

### **7.7 Rémunération des dirigeants**

Par application de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, nous précisons :

- qu'aucun membre du conseil d'administration n'est rémunéré par notre association.
- que les 3 plus hauts dirigeants, président, vice-président et trésorier n'ont perçu aucune rémunération.

### **7.8 CPF - COMPTE PERSONNEL DE FORMATION**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le DIF a été remplacé par le CPF (Compte Personnel de Formation) géré directement par chaque salarié. L'association n'a conclu aucun accord d'entreprise triennal de financement du compte personnel de formation de ses salariés.

**7.9 Honoraires des commissaires aux comptes (C. Com. art R-123-198-9° nouveau)**

Honoraires figurant au compte de résultat au titre du contrôle légal des comptes : les honoraires en charges de l'exercice 2023 se sont élevés à 27.161 € TTC.

Honoraires figurant au compte de résultat au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences et directement liées à la mission de contrôle légale des comptes : 180€ TTC.

**7.10 Association liée**

DIEULEFIT SANTE n'est membre d'aucune association.

## Etat des échéances des créances et des dettes €

CREANCES	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
<b>Actif immobilisé</b>			
Créances Article 58 - 01/01/85	400 352		400 352
Prêts au personnel			
Autres prêts			
Autres immobilisations financières	1 108 380	180 000	928 380
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 508 732</b>	<b>180 000</b>	<b>1 328 732</b>
<b>Actif circulant</b>			
Usagers	338 969	338 969	
Organismes payeurs			
Personnel			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	669 280	669 280	
Etat et autres collectivités publiques			
Avance et acomptes versés sur commande			
Débiteurs divers	740 966	740 966	
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 749 214</b>	<b>1 749 214</b>	
Charges constatées d'avance	37 478	37 478	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 295 424</b>	<b>1 966 692</b>	<b>1 328 732</b>

DETTES	MONTANT BRUT 2023	A UN AN AU PLUS 2024	A PLUS D'UN AN jusqu'à 5 ans	A PLUS DE 5 ANS
<b>Dettes financières</b>				
Emprunt auprès des établissements de crédit	6 833 910	417 383	1 783 890	4 632 637
Intérêts courus non échus	19 656	19 656		
Emprunts et dettes assortis de conditions particulières				
Autres emprunts et dettes				
<b>Sous-Total</b>	<b>6 853 566</b>	<b>437 039</b>	<b>1 783 890</b>	<b>4 632 637</b>
<b>Autres dettes</b>				
Fournisseurs	357 466	357 466		
Usagers				
Organismes payeurs				
Avances organismes payeurs				
Personnel	222 420	222 420		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 010 644	1 010 644		
Etat et autres collectivités publiques	303 329	303 329		
Fournisseurs d'Immobilisation	10 951	10 951		
Autres dettes	16 067	16 067		
<b>Sous-Total</b>	<b>1 920 878</b>	<b>1 920 878</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>8 774 443</b>	<b>2 357 916</b>	<b>1 783 890</b>	<b>4 632 637</b>
Produits constatés d'avance	15 529	15 529		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 789 972</b>	<b>2 373 445</b>	<b>1 783 890</b>	<b>4 632 637</b>

## TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

N° des Comptes	RUBRIQUES	Valeur brute au début de l'Exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur Brute à la Fin de L'Exercice	Variation
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>						
201	Frais d'Etablissement					
203	Frais de recherche et de développement					
205	Concessions et droits similaires, brevets					
208	Autres immobilisations incorporelles	370 154	22 896		393 049	22 896
232	Immobilisations en cours					
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>						
211	Terrains	701 366			701 366	
212	Agencements et aménagements des terrains					
213	Constructions sur sol propre	15 247 934			15 247 934	
214	Constructions sur sol d'autrui					
215	Installations techniques, matériel et outillage	1 973 048	178 427	60 025	2 091 450	118 402
216	Collections - Œuvres d'art					
217	Animaux de rapport et de reproduction					
218	Autres immobilisations corporelles	938 069	65 363	10 143	993 289	55 220
22	Immobilisations mises en concession					
231	Immobilisations en cours					
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>						
26	Participations et créances rattachées à des participations					
27	Autres immobilisations financières	1 689 076	107	180 451	1 508 732	-180 344
<b>TOTAL</b>		<b>20 919 647</b>	<b>266 793</b>	<b>250 619</b>	<b>20 935 822</b>	<b>16 174</b>

## TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

N° des Comptes	RUBRIQUES	Amortissements Cumulés au Début de L'Exercice	Dotations de L'Exercice	Diminutions Résultant des Sorties de L'Exercice	Amortissements Cumulés à la Fin de l'exercice	Variation
	<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
2801	Frais d'établissement					
2803	Frais de recherche et de développement					
2805	Concessions et droits similaires, brevets					
2808	Autres immobilisations incorporelles	350 180	10 264		360 444	10 264
	<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
2811	Terrains de gisement					
2812	Agencements et aménagements des terrains	178 549	7 561		186 110	7 561
2813	Constructions sur sol propre	9 208 147	459 285		9 667 432	459 285
2814	Constructions sur sol d'autrui					
2815	Installations techniques, matériel et outillage	1 615 454	183 376	60 025	1 738 804	123 351
2818	Autres immobilisations corporelles	724 015	53 570	10 143	767 442	43 427
	<b>TOTAL</b>	<b>12 076 344</b>	<b>714 056</b>	<b>70 168</b>	<b>12 720 232</b>	<b>643 888</b>

## TABLEAU DES PROVISIONS

N° des Comptes	Rubriques	Montant au Début de L'Exercice	Dotations de L'Exercice	Reprises de L'Exercice	Montant à la Fin de L'Exercice
<b>141</b>	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
	Réserve de trésorerie				
<b>148</b>	Différence S/Réal. Immobilisations				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
<b>151</b>	Provisions pour risques				
<b>153</b>	Provisions pour IFC	646 334		25 259	621 075
<b>157</b>	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
<b>158</b>	Autres provisions pour charges				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION AUTRE QUE COMPTES FINANCIERS</b>				
<b>19</b>	Fonds dédiés		37 000		37 000
<b>29</b>	Dépréciation des immobilisations				
<b>39</b>	Dépréciation des stocks et en cours	422	1 051	422	1 051
<b>49</b>	Dépréciation des comptes de tiers	41 861	78 818	41 861	78 818
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS</b>				
<b>59</b>	Dépréciation des comptes financiers				
<b>TOTAL</b>		<b>688 617</b>	<b>116 869</b>	<b>67 542</b>	<b>737 944</b>

## TABLEAU D'EVOLUTION DES EMPRUNTS

[illegible]

## ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Raison Sociale du Cocontractant	Nature du Contrat	Date du Contrat	Durée du Contrat	REDEVANCES PAYEES		REDEVANCES RESTANT A PAYER			
				DE L'EXERCICE 2023	CUMULEES	INFERIEURES A 1 AN 2024	1 A 5 ANS	TOTAL RESTANT A PAYER	PRIX D'ACHAT RESIDUEL
Copieurs	C'PRO LLD 613250	04/01/2018	5 ans renouvelable	26 873	142 718	22 539		22 539	
Ededoc	C'PRO LLD 613250	01/10/2018	3 ans renouvelable	5 105	25 649	4 939		4 939	
Hébergement	SOFTWAY MEDICAL LLD 613251	01/09/2017	5 ans 4 mois renouvelable	44 650	225 580	53 331		53 331	
Fibre	C'PRO LLD 613251	19/06/2017	5 ans renouvelable	8 064	53 678	8 064		8 064	
T-Roc	LEASEPLAN LLD 613253	28/01/2019	3 ans renouvelable	3 316	27 039				
XC 40	VOLVO LLD 613253	04/11/2023	4 ans 1 mois	1 442	1 442	9 109	26 641	35 750	
Hébergement	OCTIME LLD 613251	01/03/2021	5 ans	3 342	9 174	3 539	4 129	7 668	
Licences OFFICE	DAMI LLD 613251	01/10/2022	5 ans		172	167	459	626	
Téléphonie wifi switch ucopia	C'PRO LLD 613252	01/07/2017	5 ans renouvelable	39 268	279 065	45 222		45 222	
TOTAL				132 196	764 518	146 909	31 229	178 138	



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 894 225 €				1 894 225 €
Réserves	3 197 706 €				3 197 706 €
Report à nouveau	2 813 698 €	81 549 €	719 €		2 895 966 €
Excédent / Déficit	81 549 €	-81 549 €		279 253 €	-279 253 €
Provisions réglementées					
Subventions d'investissements	501 073 €		83 670 €	55 413 €	529 330 €
<b>Total</b>	<b>8 488 251 €</b>		<b>84 389 €</b>	<b>334 666 €</b>	<b>8 237 974 €</b>

TABLEAU DES SUBVENTIONS						
Nature financeurs	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CMSA	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement (*)		1 158 876 €	201 347 €	15 245 €	90 707 €	1 466 175 €
<b>Total</b>		<b>1 158 876 €</b>	<b>201 347 €</b>	<b>15 245 €</b>	<b>90 707 €</b>	<b>1 466 175 €</b>

(\*) Le montant des subventions d'investissement repris au compte de résultat au cours de l'exercice 2023 s'élève à : 54.694 €.



**DIEULEFIT SANTE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 211 chemin de Chamonix – 26220 DIEULEFIT

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023



**RSM Rhône-Alpes**

2 bis, rue Tête d'Or

69006 LYON

T : +33 (0) 4 72 69 19 19

[www.rsmfrance.fr](http://www.rsmfrance.fr)

Aux Membres de l'Association DIEULEFIT SANTE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Lyon, le 10 juin 2024

Le commissaire aux comptes

**RSM Rhône-Alpes**

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

**Gaël DHALLUIN**

Associé